

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 16 SEPTEMBRE 6h

400 millions d'ordinateurs à la poubelle ?

**Enquête sur la fin des mises à jour
non-payantes de Windows 10**



MICROSOFT : LE HOLD-UP NUMÉRIQUE QUI MENACE LA SÉCURITÉ, LE CLIMAT ET LE POUVOIR D'ACHAT

Nous lançons l'alerte

Le 14 octobre 2025, Microsoft cessera d'assurer les mises à jour gratuites du système d'exploitation Windows 10, poussant au renouvellement superflu de millions d'ordinateurs incompatibles avec Windows 11.

Ce sont près de 400 millions d'utilisateurs et utilisatrices qui se voient donc dans l'obligation de payer, de se mettre en danger ou de jeter du matériel encore en état de marche.

C'est un véritable scandale mondial aux conséquences sociales, économiques et écologiques majeures. Cette décision unilatérale porte un grave coup à nos services publics, risquant également de creuser la fracture numérique et de provoquer une catastrophe environnementale sans précédent.

Les chiffres clefs

Jusqu'à

400 millions

d'ordinateurs dans le monde fonctionnant sous Windows 10 et incompatibles avec Windows 11, dont certains [ont moins de 5 ans](#).

22%

des ordinateurs en France fonctionnent sous Windows 10 et sont incompatibles avec Windows 11.

10,4 milliards d'€

c'est le coût que cette fin des mises à jour pourrait supposer à minima pour les utilisateur·ices de Windows 10 dans le monde.

Près de

87 milliards d'€

ce sont les bénéfices nets de Microsoft en 2025.

Plus de

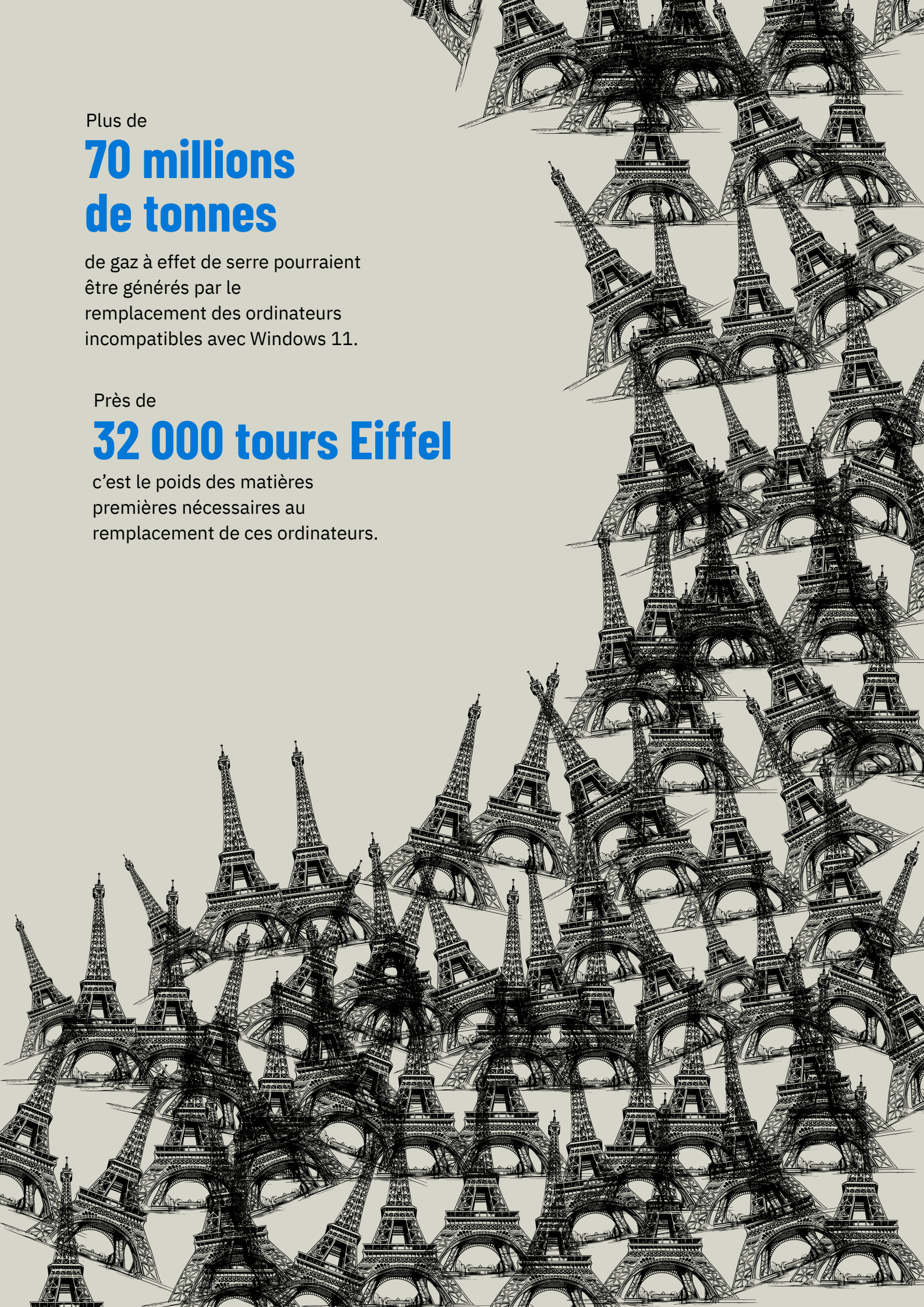
**70 millions
de tonnes**

de gaz à effet de serre pourraient
être générés par le
remplacement des ordinateurs
incompatibles avec Windows 11.

Près de

32 000 tours Eiffel

c'est le poids des matières
premières nécessaires au
remplacement de ces ordinateurs.



CONTEXTE : UNE DÉCISION AUX RÉPERCUSSIONS PLANÉTAIRES

À partir du 14 octobre 2025, Microsoft cessera d'assurer gratuitement les mises à jour de sécurité de Windows 10. Dès lors, jusqu'à 400 millions d'ordinateurs dans le monde¹, **dont certains vendus il y a à peine cinq ans**², deviendront vulnérables aux cyberattaques, voire totalement inutilisables.

Le choix proposé aux utilisateur·ices est loin d'être satisfaisant :

- **Payer** : En souscrivant l' "Extended Security Updates ", (ESU), à partir de 26 € HT pour la première année pour les particuliers, et 52 € HT pour les entreprises (avec un tarif doublant chaque année). Il est aussi possible, pour les particuliers, d'utiliser les services de drive Backup ou de points de fidélité Rewards pour obtenir un an de sursis.
- **S'exposer** : continuer à utiliser son ordinateur sans protection, avec des potentielles failles de sécurité majeures, ce qui peut entraîner des risques de piratage, de vols de données, etc.
- **Jeter** : acheter un nouvel ordinateur compatible avec Windows 11, même si l'actuel fonctionne encore très bien.

Quel coût pour nos collectivités

En France, près d'un quart³ du parc informatique est concerné. Cela inclut non seulement les particuliers mais aussi des entreprises et des **infrastructures critiques : hôpitaux, écoles, mairies, bibliothèques et associations**. Via son formulaire dédié, HOP a ainsi reçu des témoignages alarmants de la part de collectivités et d'administrations. Entre le remplacement des ordinateurs et le coût de l'extension des mises à jour, elles signalent des conséquences importantes :

- Gaspillage de ressources publiques, coût financier supplémentaire
- Ressources humaines allouées à ce changement
- Perte de compatibilité logicielle et de matériel encore fonctionnel.

¹ Le chiffre de 400 millions d'ordinateurs incompatibles est estimé à partir du nombre total d'ordinateurs fonctionnant sur Windows dans le monde (1.4 milliards selon Microsoft). Selon StatCounter, en mai 2025, 53% des ordinateurs sur Windows fonctionnaient avec Windows 10, soit 742 millions d'ordinateurs. Selon l'audit de Lansweeper, 55% des PC Windows 10 sont incompatibles avec Windows 11, soit 408 millions d'ordinateurs.

² Les ordinateurs incompatibles avec Windows 11 le sont du fait généralement : soit de l'absence de la puce TPM 2.0, soit d'un processeur non compatible (insuffisamment puissant, ou tout simplement ne figurant pas dans la liste des processeurs pour lesquels Microsoft a développé Windows 11). Ce sont deux éléments particulièrement complexes à changer ou intégrer à un ordinateur, d'où l'incompatibilité technique qui en résulte. La puce TPM 2.0 a été largement intégrée aux ordinateurs vendus avec une licence Windows intégrée, depuis 2016 sur demande de Microsoft. Cela sous-entendrait que la grande majorité des PC Windows ayant été vendus neufs après 2016 soient compatibles avec Windows 11. En revanche, les listes de processeurs compatibles ne contiennent pas tous les processeurs vendus après 2016. Certains processeurs incompatibles ont été vendus jusqu'en 2020. Le dernier processeur dans ce cas identifié à date est un processeur Intel i7-7700K. Il appartient à la 7ème génération des processeurs Intel, commercialisés jusqu'en 2020, et ne figure pourtant pas dans la liste des processeurs Intel compatibles avec Windows 11. Ainsi, des ordinateurs vendus en 2020 sont incompatibles avec Windows 11.

³ Chiffre estimé à partir du pourcentage d'ordinateurs fonctionnant sur Windows en France, 72,6% en mai 2025. Par ailleurs, 54,84% d'entre eux fonctionnaient sous Windows 10 en mai 2025. Selon l'audit de Lansweeper, 55% des PC Windows 10 sont incompatibles avec Windows 11. Ainsi, en France, on peut estimer que 21,9% des ordinateurs sont concernés car fonctionnent sous Windows 10 et sont incompatibles avec Windows 11.

Et pour certaines, n'ayant pas forcément les ressources suffisantes pour payer une extension de mise à jour ou renouveler les équipements, cela suppose des difficultés pour assurer la cybersécurité des appareils après octobre.

Ainsi, HOP a par exemple reçu le témoignage d'un département d'1,3 millions d'habitants, pour lequel le remplacement du matériel est estimé à 1,1 millions d'euros, dont un surcoût imprévu de 550 000 €. **Une entreprise de service public**, qui compte payer les extensions de mise à jour pour ses **48 000 postes incompatibles**, devra faire face pour la première année seulement à un coût d'environ **2,5 millions d'euros**. Des sommes considérables d'argent public, à l'heure où l'État pousse aux économies.

[**Le formulaire →**](#)

LES FAITS QUI DÉRANGENT

Un jackpot financier

La « taxe Windows » pourrait supposer plus de 10,4 milliards d'euros de coûts⁴ supplémentaires pour les utilisateurs et utilisatrices pendant la première année.

Ces 10.4 milliards équivalent à :

- 71 % du budget du Ministère français de la Transition écologique en 2025.
- 481 000 années de SMIC.
- ou encore, le budget supplémentaire jugé nécessaire par l'État pour financer la transition écologique.

Autrement dit, un mois avant la COP30 sur les changements climatiques, et au moment où les États cherchent à financer la transition écologique, Microsoft capte des sommes comparables... via une taxe numérique déguisée. En 2025, l'entreprise a déjà enregistré près de **87 milliards d'euros de bénéfices nets**, en **hausse de près de 30 % depuis 2023**.

⁴ En estimant que le coût médian est celui de l'extension des mises à jour de sécurité d'un an pour les utilisateur·ices de la Licence Famille de Windows 10, c'est-à-dire 30 \$ USD hors taxe, soit 26 €. Sachant qu'une grande part des utilisateur·ices de Windows 10 utilisent la Licence Pro, pour laquelle le prix de l'extension des mises à jour s'élève à 61 \$ USD pour la première année, puis est doublé chaque année.

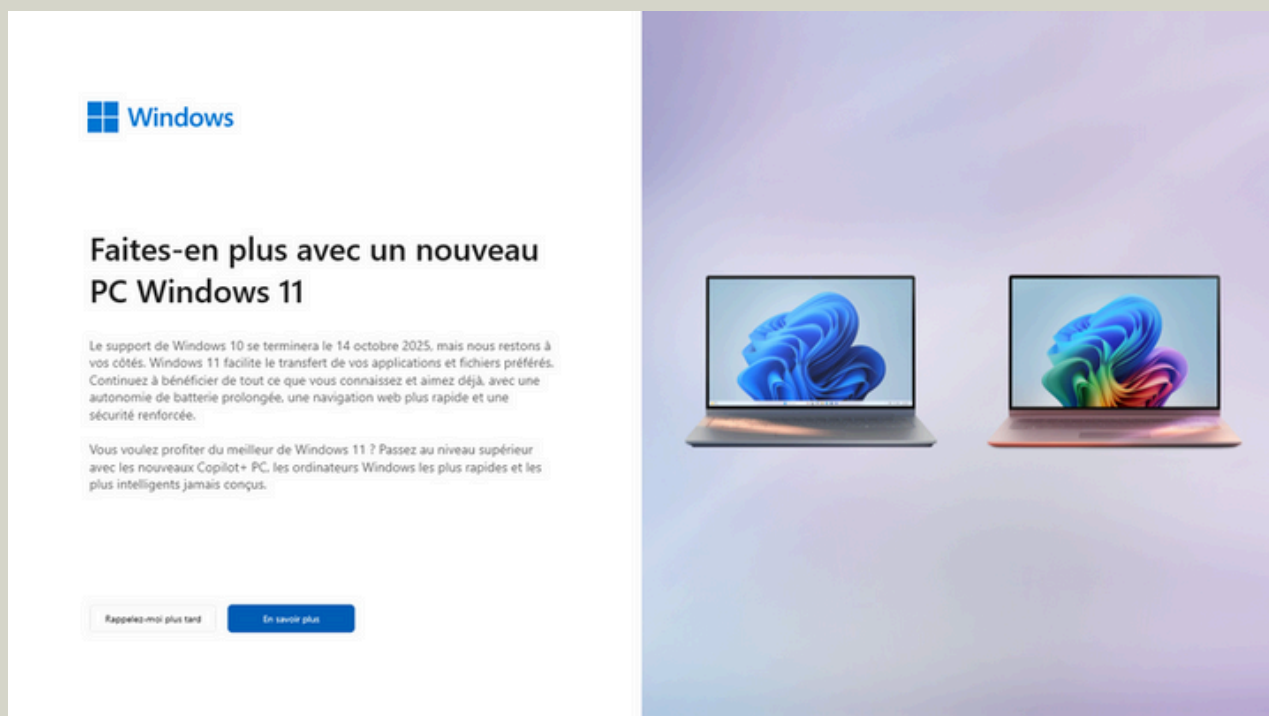
Les autres options qui s'offrent aux utilisateur·ices de la Licence Famille sont aussi génératrices de coûts pour les utilisateur·ices :

- Utilisation de 1000 points Microsoft Rewards : achats nécessaires, utilisation des données à des fins publicitaires. Les coûts pour les utilisateur·ices sont impossibles à estimer.
- Synchronisation des données dans le Cloud de Microsoft : gratuite jusqu'à 5 Go maximum, puis nécessité d'acheter de l'espace de stockage supplémentaire
- Renouvellement d'ordinateur, via l'achat d'un appareil compatible avec Windows 11

Les seules options véritablement non payantes qui s'offrent aux utilisateur·ices d'ordinateurs incompatibles avec Windows 11 seraient d'installer un système d'exploitation libre (type Linux), ou de rester sur Windows 10 sans mise à jour de sécurité.

Une incitation au renouvellement des ordinateurs

- Certains ordinateurs vendus jusqu'en 2020 sont exclus de Windows 11, pour des raisons techniques contestables.
- Les machines incompatibles avec Windows 10 sont pour une grande part **encore parfaitement fonctionnelles**.
- Microsoft a prouvé qu'il était possible de maintenir Windows 10 via les ESU, Extended Security Updates (extensions de mises à jour de sécurité). Le choix de rendre ce service payant ou conditionné à des abonnements (OneDrive, Microsoft Rewards) relève d'une **décision commerciale**, non d'une impossibilité technique. Par ailleurs, dès son annonce initiale en octobre 2024, ce dispositif a été présenté par Microsoft comme une solution de dernier recours : "Nous comprenons que certains d'entre vous pourraient avoir besoin de plus de temps pour passer à un nouveau PC Windows 11 ou à un PC Copilot+".
- Les communications affichées sur les ordinateurs fonctionnant sur Windows 10, loin de se limiter à informer les utilisateur·ices de la fin du support, poussent insidieusement à l'achat d'un nouvel ordinateur Microsoft Copilot+ : "Faites-en plus avec un nouveau PC Windows 11".



C'est une accumulation qui semble pousser à l'achat de nouveaux équipements, nourrissant les profits d'une firme déjà très rentable. **En faisant le service minimum pour informer les utilisateur·ices sur les alternatives au renouvellement de leur produit.**

Une catastrophe environnementale

Remplacer 400 millions d'ordinateurs suppose l'émission de plus de **70 millions de tonnes de CO₂**, soit l'équivalent de 349 milliards de km parcourus en voiture thermique. Cela représenterait près de **32 000 tours Eiffel en matières premières extraites** ⁵. Et a minima 800 000 tonnes de déchets électroniques supplémentaires ⁶.

Enfin, **90 % de l'impact environnemental d'un ordinateur est lié à sa fabrication** ⁷. Chaque machine jetée avant la fin de sa durée de vie utile amplifie inutilement notre empreinte carbone collective. Pourtant, l'urgence climatique impose de prolonger la durée de vie des équipements, et Microsoft annonce l'objectif d'une empreinte carbone négative d'ici 2030.

Pourquoi c'est inédit ?

À sa sortie en 2015, Windows 10 avait été annoncé comme l'ultime version de Windows, qui n'aurait pas de successeurs. C'est la version de Windows la plus utilisée au monde depuis janvier 2018, et au printemps 2025, **Windows 10 est encore installé sur plus de 50 % des ordinateurs fonctionnant sur Windows** : cette mise au rebut prématurée est colossale.

Par ailleurs, la politique de Microsoft semblait être jusqu'à maintenant d'attendre la sortie de deux versions suivantes à minima, avant la fin de support d'une version. On aurait donc pu espérer que Windows 10 soit maintenu jusqu'à au moins la sortie de Windows 12.

C'est une **décision unilatérale** de Microsoft qui pose question quant à ses impacts.

⁵ À partir du chiffre de l'Ademe : un ordinateur personnel de 2 kg suppose en moyenne 800 kg de matières premières. 400M, cela donne 320 millions de tonnes de matières premières extraites pour remplacer les ordinateurs obsolètes le poids de la tour Eiffel étant de 10 100 tonnes, cela équivaut à près de 32 000 tours (31 680).

⁶ Pour un poids moyen de 2kg par ordinateur, ce qui semble sous-estimé étant donné qu'une part des ordinateurs remplacés sont des ordinateurs fixes, pouvant peser entre 3 et 20 kg. Par ailleurs grande part des ordinateurs portables remplacés ont plus de 5 ans et devraient plutôt peser dans les 3kg.

⁷ Base empreinte Ademe.

Un sujet explosif à porter à la connaissance du grand public

Le cas Windows 10 illustre un modèle économique où les grands acteurs du numérique :

- Profitent de leur position dominante pour imposer de nouvelles rentes.
- Font peser le coût de leur stratégie sur les ménages, les services publics et l'environnement.
- Dissimulent derrière un discours technologique des impacts environnementaux.

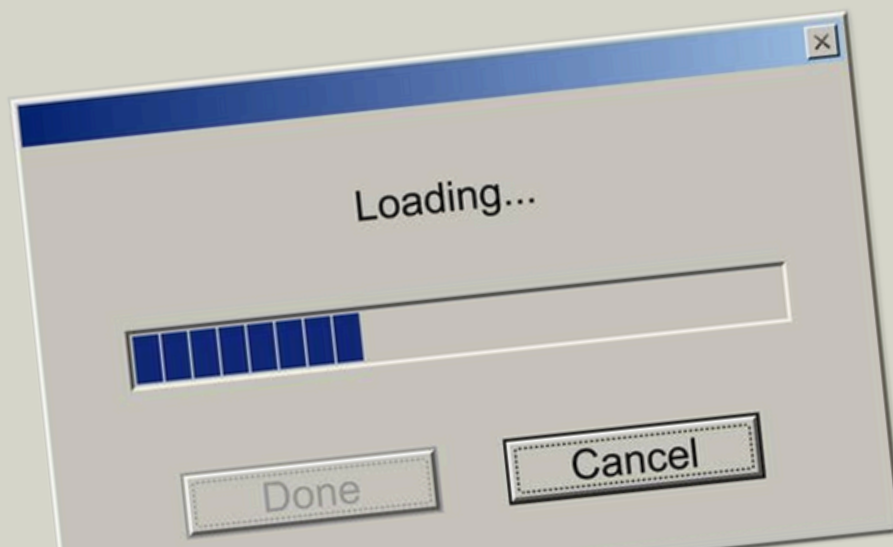
Cette décision est une catastrophe environnementale et sociétale.

Ensemble nous pouvons faire plier Microsoft !

Face à ces constats, plus de 20 organisations joignent leurs efforts pour créer une coalition “Non Taxe Windows”, coordonnée par HOP.

En parallèle, la forte mobilisation menée aux États-Unis par l'association US PIRG (United States Public Interest Research Group) a déjà obtenu de Microsoft certains reculs. Plusieurs dizaines de milliers d'utilisateur·ices ont joint leur voix à celle de l'ONG, et ont obtenu l'extension payante des mises à jour de sécurité de Windows 10.

La coalition européenne Right to repair dont HOP fait partie, demande également la fin de ces pratiques d'obsolescence logicielle via l'interpellation des décideur·euses politiques européen·nes. En interpellant la Commissaire Jessika Roswall, la coalition européenne exige des mises à jour logicielles disponibles pendant au moins 15 ans après l'achat de tous les appareils électriques et électroniques. Ensemble, et grâce à cette mobilisation d'ampleur, nous pouvons faire plier Microsoft !



NON À LA TAXE WINDOWS

Il est encore temps d'agir, Microsoft doit revenir sur sa décision.

**La coalition “Non Taxe Windows”
lance le 16 septembre une pétition
pour appeler au maintien des mises
à jour de sécurité non payantes
de Windows 10 jusqu'à 2030.**

Plus généralement, nous défendons l'encadrement légal des pratiques, afin d'assurer la mise à disposition gratuite et sans contrepartie des mises à jour logicielles pendant au moins 15 ans, ainsi que l'obligation d'information des utilisateur·ices sur le passage à un système d'exploitation libre.

[La pétition →](#)

nontaxewindows.fr

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 16 SEPTEMBRE 6h



Contact presse :

Agence Domino - Alice Bodineau

agencedomino@gmail.com

06 85 80 61 35